

LE PROLETAIRE

Parti Communiste International

SOLIDARITÉ DE CLASSE AVEC LES MIGRANTS ET LES PROLETAIRES SANS-PAPIERS!

En janvier 2017, lors la campagne électorale présidentielle, Macron avait salué la politique de Merkel envers les réfugiés: en accueillant près d'un million d'entre eux, elle avait «sauvé la dignité de l'Europe», disait-il. En juin 2017, après son élection, il affirmait encore lors d'une conférence de presse avec Merkel: «*Nous devons accueillir des réfugiés, c'est notre devoir et notre honneur*». Mais déjà les opérations policières contre les campements de migrants à Paris, le blocage à Vintimille des migrants, etc. montraient ce qu'il fallait attendre du nouveau gouvernement.

En effet il n'a pas fallu attendre longtemps pour que les masques tombent; en octobre Macron annonçait que la France allait accueillir... 10000 réfugiés en deux ans (dont 3000 sélectionnés au Tchad et au Niger) tout en affirmant que les «*migrants économiques*» allaient être expulsés «*de façon beaucoup plus rigoureuse*».

Pour les autorités, les «*migrants économiques*», c'est-à-dire les prolétaires chassés de leur pays par la misère et à la recherche d'un travail qu'ils ne trouvent pas chez eux, doivent être refoulés ou expulsés sans ménagement; les «*réfugiés*», eux, pourront charitablement être acceptés, mais... au compte-gouttes!

L'**hypocrisie** des dirigeants bourgeois ne connaît pas de bornes. C'est non seulement leur système capitaliste en général, mais l'action plus particulière de leur impérialisme qui est responsable de la situation désastreuse des pays qu'ils dominent économiquement, politiquement et militairement depuis des lustres, les pillant sans vergogne grâce aux cliques dirigeantes vendues qu'ils ont mis en place.

La politique anti-immigrés connaît sous Macron un durcissement sans précédent qui a fait réagir même les associations charitables les plus modérées et le «*Défenseur des Droits*» (potiche installé pour amuser la galerie): d'après celui-ci une circulaire visant au tri des migrants n'était «*pas légale*». Dès l'automne des contrôles avaient en effet eu lieu dans des Hôpitaux Psychiatriques pour vérifier la présence de sans-papiers; à la fin de l'année la circulaire en question enjoignait aux forces de l'ordre d'aller contrôler dans le même but les centres d'hébergements et d'augmenter le nombre des expulsions (en début d'année, Collomb se félicitait d'une hausse de près de 15% des expulsions en 2017, notamment grâce à sa circulaire).

La future loi sur l'immigration encore en discussion (qui vient après beaucoup d'autres, à chaque fois plus répressives) a comme but officiellement «*de renforcer l'effectivité et la crédibilité de la lutte contre l'immigration irrégulière, notamment dotant les forces de l'ordre de nouvelles capacités d'investigation dans le cadre de la retenue [sic! lire: emprisonnement, qui passe de 45 à 90 jours] pour vérification d droit au séjour*», etc.

Il s'agit d'officialiser ces contrôles policiers, d'augmenter la durée d'incarcération légale des sans-papiers, etc., de créer des nouveaux délits (comme le franchissement illégal de frontières qui sera punissable d'un an d'emprisonnement et de 3750 euros d'amende!) etc. Toutes ces dispositions visent à rendre plus difficile l'accès au statut de réfugiés, et aussi de rendre plus difficile la régularisation des prolétaires sans-papiers qui travaillent, parfois depuis des années avec des documents de complaisance

et sous la menace permanente de l'expulsion: les capitalistes dans certains secteurs ont besoin d'un volet de main d'oeuvre taillable et corvéable à merci. Cette loi et toutes les mesures gouvernementales s'inscrivent dans la série d'attaques anti-ouvrières qui se succèdent à un rythme rapide depuis l'élection de Macron – dans la lignée de ce qui avait déjà été fait sous les quinquennats précédents; ces gouvernements «de droite», «de gauche», «de droite et de gauche», sont tous autant les uns que les autres anti-prolétariens car ils agissent tous pour défendre les intérêts du capitalisme.

LUTTER CONTRE TOUTES MESURES GOUVERNEMENTALES

Le projet de loi aussi bien que les circulaires promulguées ou les déclarations présidentielles vilipendant les associations qui critiquent l'action policière, ont provoqué la réaction des organisations charitables et d'aide aux étrangers: elles ont déclaré refuser de collaborer avec les services de police pour ficher les migrants.

Plus significatif, les employés de l'OFPRA (organisme traitant les demandes d'asile) ont fait grève le 21/2 pour protester contre les mesures du gouvernement.

Mais ce sont des prolétaires sans-papiers eux-mêmes qui ont montré la voie à suivre en entrant en lutte: le 12 février plus d'une centaine d'entre eux, employés dans 6 établissements de la région parisienne se sont mis en grève, en mettant en place des piquets, pour demander leur régularisation. Ils ont reçu le soutien officiel de la CGT; mais celle-ci entend garder le contrôle du mouvement et elle ne cherche pas à étendre la lutte; elle ne dénonce pas non plus dans son tract l'ensemble des dispositions gouvernementales, et surtout pas les mesures contre les migrants: Elle est trop imbue de nationalisme pour cela!

Les prolétaires sans-papiers ont déjà montré, par le passé et encore récemment, qu'ils pouvaient faire reculer les patrons et les gouvernements par leurs luttes.

Pour imposer l'abrogation des récentes dispositions et de la nouvelle loi, ce serait une lourde erreur de compter sur les protestations des intellectuels démocrates, des associations humanitaires ou religieuses – ou sur celle des partis de gauche, la France Insoumise y compris: depuis la dernière campagne présidentielle de Mélenchon la France Insoumise a abandonné ses anciennes déclarations, purement démagogiques à ce sujet, qui ne cadraient pas avec son nationalisme déclaré.

C'est la **solidarité de classe**, débouchant sur la lutte des prolétaires unis qui pourra l'obtenir; c'est à cette **solidarité de classe** avec les sans-papiers et les migrants qu'il faut appeler tous les prolétaires: laisser une partie d'entre elle complètement à la merci des patrons, affaiblit toute la classe prolétarienne.

**Non aux mesures policières gouvernementales, non à la nouvelle loi immigration!
Libération immédiate de tous les sans-papiers et migrants détenus! Arrêt des expulsions!
Régularisation immédiate et sans conditions des prolétaires sans-papiers!
Solidarité avec leurs luttes!
Ouverture des frontières! Non au contrôle de l'immigration!
Vive la lutte internationale des prolétaires de tous les pays contre le capitalisme!**

Parti Communiste International

25/2/2018

Correspondance:

Programme, BP 57 428 69347 LYON CEDEX 07 www.pcint.org

- Imp. Spé. - 25/2/18 supplément au Prolétaire n° 526

Lisez la presse communiste internationaliste: Le Proletaire / Programme Communiste / El Programa Comunista / El Proletario / Il Comunista / Proletarian